

LA CONVENZIONE EUROPEA

IL SEGRETARIATO

**Bruxelles, 8 maggio 2003 (13.05)
(OR.fr)**

CONV 732/03

CONTRIB 320

NOTA DI TRASMISSIONE

del: Segretariato

alla: Convenzione

Oggetto: **Contributo dei Sigg. Gijs De Vries, Jacques Santer et Louis Michel,
membri della Convenzione
- "Istituzioni dell'Unione"**

Il Segretario Generale della Convenzione ha ricevuto dai Sigg. Gijs De Vries, Jacques Santer et Louis Michel, membri della Convenzione, il contributo ripreso in allegato.

TITRE IV: LES INSTITUTIONS DE L'UNION

CHAPITRE Ier : Le cadre institutionnel de l'Union

Article 14

1. L'Union dispose d'un cadre institutionnel qui vise à :

- poursuivre les objectifs de l'Union,
- promouvoir ses valeurs,
- servir les intérêts de l'Union, de ses citoyens et de ses États membres,

et à assurer la cohérence, l'efficacité et la continuité des politiques et des actions qu'elle mène en vue d'atteindre ses objectifs, tout en respectant et en développant l'acquis communautaire.

2. Les institutions de l'Union sont:

Le Parlement européen,
Le Conseil,
La Commission,
La Cour de justice
La Banque Centrale européenne,
La Cour des Comptes.

3. Chaque institution agit dans les limites des attributions qui lui sont conférées dans la Constitution, conformément aux procédures, et dans les conditions prévues par celle-ci. Les institutions pratiquent entre elles une coopération loyale.

Chapitre II: Le Parlement européen

Article 15

1. Le Parlement européen exerce, conjointement avec le Conseil, la fonction d'autorité budgétaire et la fonction législative, ainsi que des fonctions de contrôle politique et consultatives selon les conditions fixées par la Constitution. Il élit le Président de la Commission européenne.
2. Les représentants au Parlement européen des peuples des Etats réunis dans l'Union sont élus au suffrage universel direct par les citoyens européens au cours d'un scrutin libre et secret selon une procédure électorale uniforme pour un mandat de cinq ans. Le nombre de ses membres ne dépasse pas sept cents trente-deux. Ce nombre peut être révisé par le Conseil, statuant à l'unanimité après avis conforme du Parlement européen.
3. Le Parlement européen élit son Président et son bureau en son sein.
4. Sauf dans les cas où la Constitution en dispose autrement, le Parlement européen statue à la majorité des suffrages exprimés.
5. Le Parlement européen nomme un médiateur, habilité à recevoir les plaintes émanant de tout citoyen de l'Union ou de toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un Etat membre et relatives à des cas de mauvaise administration dans l'action des institutions ou organes communautaires, à l'exclusion de la Cour de Justice et du Tribunal de Première instance dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles.

Chapitre III: Le Conseil

Article 16 : Le Conseil

1. En vue d'assurer la réalisation des objectifs fixés par la présente Constitution, le Conseil exerce, conjointement avec le Parlement européen, la fonction d'autorité budgétaire et la fonction législative. En sa qualité de législateur, il délibère et se prononce sur les lois

européennes et les lois-cadres européennes conformément aux dispositions de la Constitution. Il dispose d'un pouvoir de décision dans les domaines et selon les modalités prévues par la Constitution. Il assure les fonctions de définition de politiques et de coordination selon les conditions fixées par la Constitution.

2. Le Conseil est composé d'un représentant nommé par chaque État membre au niveau ministériel. Ce représentant est seul habilité à engager le gouvernement de l'Etat membre qu'il représente et à exercer le droit de vote.
3. Sauf dans les cas où la Constitution en dispose autrement, le Conseil statue à la majorité qualifiée. Celle-ci se définit comme réunissant la majorité des États membres, représentant au moins les trois cinquièmes de la population de l'Union.

Lorsque le Conseil statue à la majorité qualifiée sans que la Constitution prévoie une proposition de la Commission, la majorité qualifiée se définit comme réunissant les voix des représentants des deux tiers des gouvernements des Etats membres, représentant au moins les trois cinquièmes de la population de l'Union.

4. Le Conseil dans sa formation des Affaires générales assure la continuité et la cohérence des travaux du Conseil. Il prépare les réunions du Conseil européen. Il est présidé par le Président de la Commission.
5. Le Conseil dans sa formation des Affaires étrangères élabore et adopte les politiques extérieures de l'Union selon les intérêts et objectifs stratégiques définis par le Conseil européen et contribue à assurer la cohérence de l'action extérieure de l'Union. Il est présidé par le Ministre des Affaires étrangères de l'Union.
6. Le Conseil se réunit également dans d'autres formations dont le nombre et les compétences sont arrêtés par le Conseil dans sa formation des Affaires générales.

Article 17: Le Conseil européen

1. Le Conseil européen est l'organe qui donne à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et définit les orientations et les priorités politiques générales.

2. Le Conseil européen est composé des Chefs d'État ou de gouvernement des États membres, ainsi que du Président de la Commission. En règle générale, ils sont assistés par les Ministres représentant chaque Etat membre au Conseil des Affaires générales ainsi que par un membre de la Commission. Lorsque l'ordre du jour l'exige, les membres du Conseil peuvent décider de se faire assister par le Ministre compétent ¹. Le Ministre des Affaires étrangères de l'Union participe à ses travaux.
3. Le Conseil européen se réunit chaque trimestre sur convocation de son Président. Lorsque les circonstances l'exigent, le Président, de sa propre initiative ou à la demande du Président de la Commission, du Ministre des Affaires étrangères de l'Union ou d'un quart des Etats membres, convoque une réunion extraordinaire du Conseil européen.
4. Le Conseil européen présente au Parlement européen un rapport à la suite de chacune de ses réunions.
5. Le Conseil européen se prononce par consensus, sauf dans les cas où la Constitution en dispose autrement. Dans ces cas, le Président de la Commission ne participe pas au vote.

Article 18 : La Présidence du Conseil

1. La Présidence du Conseil, à l'exception de la formation des Affaires générales et de celle des Affaires étrangères, est assurée à tour de rôle par chaque Etat membre pour une durée de six mois selon un ordre fixé par le Conseil. Sans préjudice des pouvoirs attribués à la Commission, la Présidence contribue à assurer la continuité et la cohérence de l'action de l'Union. Elle oeuvre pour faciliter la cohésion et le consensus au sein du Conseil.
2. Le Conseil européen est présidé par le Chef d'Etat ou de Gouvernement de l'Etat membre qui exerce la Présidence du Conseil de l'Union pour une période de six mois. Le Président du Conseil européen préside et anime les travaux du Conseil européen, préparés par le Conseil des Affaires générales.

¹ La déclaration numéro 4 à l'Acte final de Maastricht doit être prise en compte.

Chapitre IV: La Commission

Article 19:

1. La Commission promeut l'intérêt général de l'Union et prend toute initiative à cette fin. Elle exerce la fonction exécutive, sauf lorsque la Constitution en dispose autrement. Elle exécute le budget, met en œuvre les lois et les actes du Conseil, gère les programmes et négocie les accords internationaux. Elle exerce également les fonctions de programmation annuelle et pluriannuelle, de coordination et de gestion selon les conditions fixées par la Constitution. Elle représente l'Union dans les relations internationales, sans préjudice des fonctions du Ministre des Affaires étrangères. Elle veille à l'application du droit de l'Union sous le contrôle de la Cour de Justice.
2. Sauf lorsque la Constitution en dispose autrement, un acte de l'Union ne peut être adopté que sur proposition de la Commission. Lorsque, en vertu de la présente Constitution un acte du Conseil est pris sur proposition de la Commission, le Conseil ne peut prendre un acte constituant amendement de la proposition que statuant à l'unanimité, sous réserve de l'article X de la Partie II de la Constitution [actuel 251, paragraphes 4 et 5 TCE].
3. La Commission comprend un collège composé au maximum de quinze Commissaires y compris le Ministre des Affaires étrangères de l'Union. Le collège est assisté de commissaires délégués dont le nombre est équivalent au nombre de commissaires. Les décisions de la Commission sont acquises à la majorité du nombre des membres du collège. Les commissaires délégués participent aux délibérations du collège sans droit de vote.

A l'exception du Ministre des Affaires étrangères de l'Union, les membres de la Commission sont désignés par le Président de la Commission d'un commun accord avec chaque Etat membre qui peut lui soumettre des propositions. Ils sont choisis en raison de leur compétence générale et offrent toute garantie d'indépendance.

Le Président et les personnalités désignées pour être membres de la Commission sont collectivement soumis à un vote d'approbation du Parlement européen. Après cette approbation, ils sont nommés par le Conseil.

4. La Commission doit comprendre un national de chaque Etat membre soit en tant que membre du collège des commissaires, soit en tant que commissaire délégué, sur la base d'une rotation égalitaire dont les modalités sont arrêtées par le Conseil statuant à l'unanimité. La Commission ne peut pas comprendre plus d'un national par Etat membre.

Les Etats membres sont traités sur un strict pied d'égalité en ce qui concerne la détermination de l'ordre de passage de leurs nationaux comme membres du collège des commissaires ou comme commissaires délégués.

Sans préjudice du principe de rotation égalitaire, chacun des collèges des commissaires successifs est constitué de manière à refléter les équilibres politiques et géographiques européens et la diversité de tous les Etats membres.

5. La Commission exerce ses responsabilités en toute indépendance. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, les membres de la Commission ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Chaque Etat membre s'engage à respecter l'indépendance de la Commission et à ne pas chercher à influencer les membres de la Commission dans l'exécution de leur tâche.
6. La Commission est responsable devant le Parlement européen. Celui-ci peut adopter une motion de censure de la Commission selon les modalités figurant à l'article X de la Constitution. Si une telle motion est adoptée, les membres de la Commission doivent abandonner collectivement leurs fonctions. Ils continuent à expédier les affaires courantes jusqu'à la nomination de leurs successeurs. L'adoption de la motion de censure par le Parlement européen entraîne la dissolution de celui-ci et la tenue d'élections dans un délai de trois mois, sauf si le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, en dispose autrement.
7. Le Président de la Commission peut à tout moment poser la question de confiance au Parlement européen. Si la majorité des membres du Parlement européen n'exprime pas sa confiance, la Commission doit collectivement démissionner.

Article 20 : Le Président de la Commission

1. Le Président de la Commission est élu par le Parlement européen à la majorité des 3/5^{ème} de ses membres; cette élection est confirmée par le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée.
2. Le Président de la Commission définit les orientations dans le cadre desquelles la Commission exerce sa mission. Il décide de son organisation interne afin d'assurer la cohérence, l'efficacité et la collégialité de son action. Il nomme des Vice-Présidents parmi les membres du collège.
3. Un membre de la Commission présente sa démission si le Président le lui demande.

Article 21 : Le ministre des Affaires étrangères

1. Le ministre des Affaires étrangères est un des Vice-Présidents de la Commission européenne. Il y est chargé des relations extérieures et de la cohérence de l'action extérieure de l'Union. Dans l'exercice de ses responsabilités, il est soumis aux principes qui régissent le fonctionnement de la Commission, sauf pour la Politique étrangère et de sécurité commune et la Politique européenne de sécurité et de défense.
2. Le Ministre des Affaires étrangères de l'Union conduit la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union. Il contribue par ses propositions à l'élaboration de la politique étrangère commune, et l'exécute en tant que mandataire du Conseil. Il agit de même pour la politique de sécurité et de défense commune.
3. Le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, avec l'accord du Président de la Commission, nomme le ministre des Affaires étrangères de l'Union.